



## Liminaire CTL du 13 octobre 2021

Monsieur le Président,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour la deuxième lame du Nouveau Réseau de Proximité haut alpin qui doit entériner la fermeture des trésoreries de Guillestre, Saint Bonnet et Saint Jean Saint Nicolas. La première lame du NRP a eu lieu au 1/1/2021 avec la fermeture de la trésorerie de l'Argentière et des sip-sie de Briançon et d'Embrun...en pleine crise sanitaire.

Dans le même temps la mécanique infernale des restructurations ne s'est pas mise sur pause. Le resserrement du réseau et l'industrialisation à outrance des missions, couplés au 30000 suppressions d'emploi depuis plus de dix ans ont abouti à une perte de sens du travail pour le personnel. Ces agents, tous grades confondus sont de plus en plus préoccupés pour leur avenir professionnel face à toutes ces restructurations et réorganisations de services.

De plus, les collectifs de travail ressortent fracturés de ces deux ans de crise sanitaire.

Que d'investissement pour si peu de reconnaissance...

A la cité Desmichel, la grille est maintenant fermée à 11h sans qu'aucune concertation des représentants du personnel n'ait été faite.

Pendant les heures d'ouverture, c'est une terrible pagaille. D'un côté on restreint les horaires d'ouverture et d'un autre on faillit en n'accueillant plus le public décemment. Il sera ensuite très facile d'arguer de ces dysfonctionnements et incapacités pour fermer complètement l'accueil au public et le remplacer par un accueil dématérialisé via les administrations numériques. Un « service public » auquel on enlève le « public » devient juste un service. Il est alors privatisable/externalisable. Et au milieu de toute cette tourmente, des agents, pour beaucoup épuisés et/ou résignés.

FO-DGFIP revendique toujours l'abrogation de la loi transformation de la fonction publique dont les conséquences sont néfastes et portent atteinte au statut des fonctionnaires de la DGFIP. Il est pourtant le seul garant de la neutralité, de l'impartialité et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir politique.

FO-DGFIP revendique l'arrêt du déploiement du NRP équivalant d'un niveau zéro de proximité et éloigne toujours plus la population de nos services. La fracture numérique ne touche pas que les indigents ou les personnes âgées.

FO-DGFIP demande une réelle reconnaissance du mérite des agents avec le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 20 ans, équivalent à plus de 20 % des salaires actuels.